

Le nouveau visage indien de San Cristóbal de Las Casas: Dynamiques d'intégration et redéfinition des frontières ethniques

*Sophie Hovostoff**

Introduction

À partir des années 1960, l'explosion démographique, l'essoufflement du modèle agraire et l'épuisement des terres, l'expansion des marchés et de l'État, ainsi que les divisions religieuses bouleversent les relations sociales dans les Hautes Terres du Chiapas. En quelques décennies, son centre recteur –dernier bastion métis d'une des régions indiennes les plus paradigmatiques du Mexique– devient le refuge de milliers de migrants tzotzils et tzeltals.

Accélééré par les expulsions politico-religieuses, puis par le soulèvement néo-zapatiste en 1994, ce phénomène prend peu à peu des proportions inédites.

Alors qu'en 1950 les secteurs indiens représentaient à peine 17% de la population municipale, aujourd'hui plus de 37% des habitants de San Cristóbal déclarent parler une langue mésoaméricaine. Au vu des tendances démographiques actuelles, certains spécialistes considèrent que la ville sera majoritairement indienne en 2010.¹

Mais si cet impressionnant processus "d'indianisation" a des implications démographiques,

économiques et politiques manifestes, il possède également une dimension proprement identitaire, ou ethnique.

En effet, depuis quelques années, la remise en cause des relations traditionnelles entre Indiens et métis entraîne une profonde redéfinition de ces deux identités antagoniques. Nous nous proposons ici de traiter des récentes transformations observées parmi les Tzotzils et Tzeltals de San Cristóbal de Las Casas; cette étude de cas nous permettant d'appréhender quelques unes des dynamiques qui accompagnent la redéfinition des espaces sociaux dans le cadre de la ville.

Ainsi, après avoir retracé la difficile conquête par les migrants indiens d'une place à part entière dans la société et dans l'économie urbaines, nous nous intéresserons aux deux principales tendances socio-politiques qui s'observent actuellement parmi ces secteurs de la ville.

En effet, si les formes d'intégration se multiplient (notamment à travers l'émergence d'une petite bourgeoisie indienne urbaine et de l'affirmation de nouveaux acteurs politiques), la division entre Indiens et *ladinos* reste une pierre angulaire de la société locale. Plutôt que de disparaître, les fron-



* Étudiante en sociologie à l'Institut des Hautes Études d'Amérique Latine et ex-coopérante au CEMCA.

sohvosto@nirvanet.net

tières ethniques se redéfinissent, alors que s'élaborent de nouvelles références pan-indiennes dans les périphéries de San Cristóbal de Las Casas.

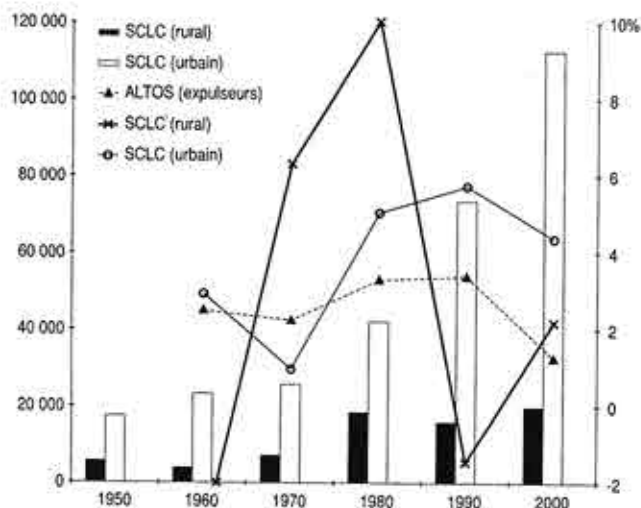
Les indiens de San Cristóbal de Las Casas: D'expulsés à citoyens

La crise de la communauté traditionnelle et l'apparition d'un néo-communautarisme urbain

À partir des années 1970, en raison de l'absence d'alternatives économiques dans le monde rural, un nombre croissant d'indiens a commencé à émigrer vers les principales villes du Chiapas. En quelques années, San Cristóbal de Las Casas est devenue le premier pôle d'attraction de la région des Hautes Terres. Là, face au vide institutionnel, ces populations ont essayé, dans un premier temps, de reconstituer les anciennes structures communautaires de leurs lieux d'origines, avant d'inventer de nouvelles formes d'organisation.

L'EXPLOSION DÉMOGRAPHIQUE DE SAN CRISTÓBAL DE LAS CASAS (1970-1994)

Les trois dernières décennies bouleversent la démographie des municipes des Hautes Terres.² Entre 1970 et 2000, la croissance de la population a atteint



250%, passant de 171 742 à 474 367 habitants.³ Pendant la même période, le modèle économique entre en crise. Les *fincas* de café du Soconusco et les exploitations de maïs des vallées centrales –qui employaient près de la moitié de la population active adulte indienne *alteña*⁴ comme travailleurs saisonniers– se réorientent peu à peu vers l'agriculture extensive et l'élevage bovin, ou préfèrent recourir à la main d'œuvre guatémaltèque, meilleur marché. Confinés dans leurs communautés, les Tzotzils et Tzeltals se heurtent alors à une véritable crise. La pression sur la terre, pauvre et déjà surexploitée, s'accroît considérablement.⁵ surtout, la compétition pour les ressources se joue désormais sur fond de croissante stratification du milieu rural. À partir des années 1960, les disputes locales sont alimentées par la diversification des élites et la multiplication des factions locales (en partie due à l'affirmation de nouvelles élites indigénistes bilingues), par les divisions introduites par l'intégration et la monétarisation de l'économie rurale, ou encore par des scissions religieuses.⁶

Rapidement, les structures communautaires ne peuvent plus contenir les tensions et les dissensions. Dans les Hautes Terres, cette crise de la communauté aboutit, entre autres, à une amplification inédite des flux de migrations économiques volontaires ou à l'expulsion arbitraire de familles entières, suite à des conflits politico-religieux. Au niveau régional, c'est la ville de San Cristóbal de Las Casas qui absorbe la plus grande partie de l'exode rural. En 30 ans, le centre-recteur de la région passe de 25 708 (1970) à plus de 110 000 habitants (2000), avec un taux de croissance annuel de 5.04% pour cette période, soit d'environ 2 points supérieur à celui de l'ensemble de l'état (3.1%) (graphique 1). Pendant la même période, le poids démographique des secteurs indiens triple: aujourd'hui, les Tzotzils et Tzeltals représentent plus d'un tiers de la population urbaine. Comme il fallait s'y attendre, l'ampleur de ce phénomène a complètement pris de court les autorités municipales.

LE LAXISME DES AUTORITÉS ET LA COLONISATION
IRRÉGULIÈRE DES PÉRIPHÉRIES DE LA VILLE

Au début des années 1970, dans le municpe voisin de Chamula, les tensions politiques entre catholiques "traditionalistes" et "dissidents" (sous l'égide des catéchistes formés par le courant libération-

Graphique 1



niste) provoquent l'expulsion de milliers de Tzotzils. Lorsque les familles en exil s'installent dans les périphéries de la ville, tout le monde est convaincu que leur présence sera temporaire. Néanmoins, les dénonciations et les multiples démarches amorcées à l'époque par les réfugiés pour retourner dans leurs communautés ne reçoivent aucun appui du gouvernement local. Pour sa

part, la municipalité de San Cristóbal ne montre pas non plus de volonté pour régulariser la situation. Au contraire, elle ferme les yeux sur de nombreux abus: tant de la part des propriétaires *ladinos* qui vendent aux nouveaux venus des terrains inconstructibles, que de la part de certains leaders indiens qui instrumentalisent sans scrupule leurs position d'intermédiaires.

L'ambiguïté de la situation et le laxisme des autorités contribuent à expliquer le caractère irrégulier et l'accélération de la colonisation des périphéries. En 1976 étaient fondées les deux premières *colonias* indiennes.⁷ Dix ans plus tard, elles étaient estimées à 25 et, en 1998, on en recensait 74. Aujourd'hui, Melel Xojobal –une ONG proche du Diocèse– compte 93 *colonias* majoritairement indiennes à San Cristóbal.⁸ Dès la fin des années 1980, il était clair que ces populations indiennes ne quitteraient plus la ville. Mais le caractère chaotique de ce processus d'urbanisation irrégulière avait déjà dépassé la municipalité.

LES PREMIÈRES TENTATIVES DE RECONSTITUTION DES STRUCTURES COMMUNAUTAIRES

Une des premières répercussions de la faible présence des autorités a été la reconstitution de structures de pouvoir au sein même des *colonias*. La plupart d'entre elles se sont dotées de leur propre organisation interne, avec des charges civiles et de représentation tournantes, un système de police et une prison. En général, les chefs de famille ont des obligations de caractère communautaire, par exemple celle de collaborer à la construction d'écoles, de temples et d'autres services collectifs. La non-coopération entraîne une sanction: d'une simple réprimande, privée ou publique, à l'expulsion de la *colonia*.

Pourtant, comme le remarque Darío Betancourt dès le début des années 1980, ce phénomène ne renvoie ni à une "ruralisation" des périphéries de la ville, ni à une "ladinisation" progressive des Indiens devenus citadins. Si ces derniers tentent –dans un premier temps– de reproduire un système d'organisation sociale très similaire à celui qui s'observe dans les communautés d'origine, l'absence de terres cultivables et la proximité de la ville transforment considérablement les modes de vie. Selon l'auteur, les nouvelles *colonias* indiennes se développent dans une situation de tension due à la contradiction qui existe entre les références communautaires et les comportements urbains. Cette situation est renforcée par une insertion socio-économique problématique. En effet, les ressources de la ville sont limitées, tant sur le plan écologique qu'économique. Établis en ville dans des conditions précaires, les nouveaux citadins indiens s'insèrent donc, tant bien que mal, dans l'économie informelle et élaborent de nouvelles cultures.⁹

L'improvisation de nouvelles formes d'organisation urbaine

Ainsi, les réalités urbaines transforment peu à peu les formes d'organisation traditionnelles, telles qu'elles ont pu s'observer dans les communautés rurales des Hautes Terres. Surtout, face à l'absence d'un cadre institutionnel capable de les intégrer, les secteurs indiens inventent de nouvelles stratégies de subsistance: essentiellement pour obtenir la régularisation de leurs *colonias* et pour accéder à l'économie de la ville.

LA LUTTE POUR LA RÉGULARISATION DES COLONIAS: LE BRAS DE FER AVEC LA MUNICIPALITÉ ET L'APPARITION D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE LEADERS INDIENS

Une grande partie de l'histoire récente de San Cristóbal se résume aux incessantes disputes entre la mairie et les représentants des *colonias* indiennes, principalement pour la régularisation des terrains. Toutes les *colonias* ont leurs leaders "historiques", qui se sont formés dans la lutte pour la reconnaissance officielle de leur quartier et pour l'accès de leur communauté aux services publics tels que la distribution d'eau et d'électricité, l'évacuation des eaux ou le ramassage des ordures. Chacune de ces revendications a donné lieu à un



Photo 1 - Nord de la colonia La Hormiga.

âpre bras de fer avec les autorités municipales, qui ont longtemps tenté de les ignorer ou bien encore de les incarcérer, sous de multiples prétextes plus ou moins justifiés.¹⁰

Il faut attendre 1992 pour que la situation commence à changer. Fin avril, un affrontement violent entre traditionalistes *chamulas* et protestants à La Hormiga (dans le nord de la ville) laisse un bilan d'une centaine de blessés et de plusieurs maisons détruites. Cette explosion de violence oblige la mairie à prendre acte et à flexibiliser sa position vis-à-vis des périphéries indiennes.¹¹ Elle tente alors d'établir un nouveau *modus vivendi*. En se gardant d'intervenir dans les affaires internes des *colonias*, le président municipal espère obtenir leur loyauté politique inconditionnelle, suivant le modèle de "subordination-concession" établi il y a 50 ans avec les municipales indiennes de la région.¹² Mais si cet accommodement contribue effectivement à consolider les nouveaux leaders indiens, il bénéficie peu aux autorités locales. En 1994 le jeu politique est bouleversé par le soulèvement zapatiste. La mairie perd alors la capacité d'asseoir son emprise sur les secteurs indiens de la ville.

ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET CONQUÊTE DES MARCHÉS

Dans le même temps, les processus d'organisation indienne débordent peu à peu l'espace de la *colonia*. Dès le début des années 1980, les Tzotzils et les Tzeltals de San Cristóbal s'insèrent dans l'économie de la ville à travers une multitude de groupes

d'intérêts plus ou moins liés aux grands syndicats nationaux et aux organisations indiennes qui émergent et se structurent à cette époque.

L'artisanat, le commerce et les transports publics –longtemps prérogatives des *ladinos*– "s'indianisent" progressivement.¹³ Chacun de ces secteurs acquiert d'efficaces dispositifs organisationnels et une capacité d'action propre. Par exemple, les artisans, qui commencent à vendre leurs marchandises sur la place de

Santo Domingo à partir des années 1980, se structurent en huit organisations, toutes sous la direction d'un dirigeant indien. Pour leur part, les vendeurs tzotzils et tzeltals contrôlent actuellement plus des deux tiers des emplacements sur le marché public municipal et, comme les conducteurs de taxis et de microbus, ils sont presque tous affiliés à l'un des principaux syndicats ou organisations qui régissent l'activité de la ville: la Confédération Nationale Paysanne (CNC), la Confédération Révolutionnaire Ouvrière Mexicaine (CROM), la Confédération des Travailleurs Mexicains (CTM), la Société Coopérative pour le Progrès de Notre Race (SCOPNUR), l'Organisation des Peuples Évangéliques de los Altos de Chiapas (OPEACH), ou le Conseil Régional Indien de los Altos de Chiapas (CRIACH). De la même façon, cireurs de chaussures, vendeurs ambulants de glaces, de maïs ou d'ustensiles de cuisine ont formé des groupements de métiers très efficaces. Mais le centre-ville devient déjà trop étroit pour l'ensemble de la population active tzotzile et tzeltale. Depuis quelques années, une nouvelle "zone commerciale indienne" se développe dans la périphérie nord. Cet espace –qui sera très prochainement doté de son propre marché, durement négocié avec le précédent gouverneur de l'État, Roberto Albores Guillén– pourrait bien capter, à moyen terme, une part de plus en plus importante de l'activité économique de la ville.¹⁴

Ainsi, malgré la persistance d'une frontière ethnique, dans les faits s'opère une insertion croissante des secteurs indiens dans les marchés locaux. Mais ces dynamiques d'intégration ne

s'observent pas seulement au niveau économique, elles recouvrent également des dimensions sociales et politiques.

Émergence d'une petite bourgeoisie indienne et de nouveaux acteurs politiques urbains: L'intégration par les faits

La participation croissante des Indiens à l'économie de la ville a des répercussions importantes sur l'organisation sociale de ces secteurs. À cet égard, l'apparition récente d'une petite bourgeoisie indienne urbaine est révélatrice, tant de la stratification sociale croissante dans les périphéries que de la transformation au sein de la société de San Cristóbal de Las Casas. De la même façon, l'émergence de nouveaux acteurs politiques indiens annonce une nouvelle répartition des rôles au niveau régional.

Nouveaux comportements sociaux indiens et *ladinos*

LA STRATIFICATION CROISSANTE DES PÉRIPHÉRIES INDIENNES

Dès la fin des années 1970, une petite classe entrepreneuse indienne, bénéficiaire des programmes d'aide au développement tels que le *Programme de Développement Économique et Social de Los Altos de Chiapas* (PRODESCH, 1971) ou le *Plan Chiapas* (1983), s'est constituée dans les municipes ruraux des Hautes Terres.¹⁵ Aujourd'hui, on constate l'apparition d'une petite bourgeoisie indienne à San Cristóbal. Fait significatif qui remet en cause le modèle d'intégration traditionnel: il y a encore quelques années, l'Indien devait renoncer à tout prix aux marqueurs ethniques pour pouvoir s'intégrer, peu à peu et par le bas, à la société locale. Mais cette logique de différenciation souligne également la croissante complexité sociale qui s'observe dans les périphéries urbaines.

Comme l'affirme Juan Pedro Viqueira, la politique communautaire n'exclut ni les hiérarchies, ni les rivalités entre les membres du groupe.¹⁶ Néanmoins, depuis quelques années, on observe un phénomène inédit de stratification sociale parmi les

habitants d'une même *colonia*. Selon une enquête récente menée par Melel Xojobal, plus de 10% des familles vivent dans des conditions sensiblement meilleures que leurs voisines. Si les téléphones cellulaires, les camionnettes et les postes de télévision dernier modèle sont les attributs les plus visibles de la réussite, la dynamique de distinction a des répercussions plus profondes sur les comportements socio-économiques: le niveau d'épargne augmente, la formation scolaire s'améliore et les taux de natalité diminuent. Sur ce dernier point, il est intéressant de noter que, parmi les secteurs les plus favorisés, on recense en moyenne 1.5 enfants par famille, contre 5.2 pour le reste de la population des périphéries.¹⁷ Mais au-delà de leur portée concrète au sein des secteurs indiens, ces transformations sociales sont également significatives des profonds changements qui s'opèrent dans cette ancienne ville coloniale.

L'OUVERTURE DE NOUVEAUX ESPACES MIXTES

Comme nous l'avons déjà mentionné, les relations sociales à San Cristóbal de Las Casas sont dynamiques. Depuis l'époque coloniale, une mobilité sociale (relative et par l'assimilation) a contribué à brasser progressivement la population. Toutefois, aujourd'hui, les mouvements de population s'accroissent et les formes d'intégration se renouvellent; ceci à mesure que le rapport de forces entre Indiens et métis tend peu à peu à s'inverser.

Tout au long de l'histoire de la ville, un petit nombre de Tzotzils ou Tzeltals ont pu s'intégrer au compte-gouttes à la société *ladina*. Parallèlement, à l'encontre des stéréotypes largement diffusés, le groupe *coletos* –tels que s'auto-dénomment les habitants de San Cristóbal– n'a cessé de se recomposer et de s'élargir aux nouveaux venus, qu'ils soient Indiens, métis ou *fuereños* (originaires d'autres états de la fédération).¹⁸ Ainsi, malgré les signes de crispation montrés par les cercles les plus radicaux, la simple opposition entre Indiens et *coletos* ne permet pas d'appréhender les relations complexes qui les unissent. À cet égard, les réseaux de compérage sont particulièrement significatifs: traversant souvent les frontières ethniques, ils participent d'un système complexe de protections et de loyautés "primordiales". Soulignons ici le caractère hautement stratégique de ce type d'alliance. Un personnage aussi "authentiquement *coletos*" que le fut Francisco Flores Estrada, directeur du virulent journal *La Noticia* se félicitait publiquement d'avoir une



Photo 2 - Marché de la colonia La Hormiga (nord).

soixantaine de compères Indiens. Pour sa part, une artisane de Zinacantán nous confiait qu'elle sélectionne soigneusement les parrains de ses enfants: "Nous ne cherchons que des avocats comme compères, pour qu'ils nous défendent bien".¹⁹ De la même façon, la coutume des *criados*²⁰ renvoie à une forme particulière d'intégration. En prenant en charge de jeunes indiens en contrepartie de travaux domestiques, les tuteurs métis leur donnent accès à une éducation basique. S'il s'agit certainement d'une conception coloniale des relations sociales, cette pratique fait également office de plate-forme de mobilité. Cet usage a été vivement dénoncé suite au soulèvement zapatiste. Pourtant, selon Manuel Burguete Estrada, il existerait encore aujourd'hui quelques 4 000 *criados* dans la ville.²¹

Mais s'il y a quelques années les Indiens, en tant que tels, étaient tout juste tolérés dans la ville, ils sont aujourd'hui en passe de se l'approprier. Après avoir été hégémoniques pendant plusieurs siècles, les *coletos* se voient désormais contraints d'accepter une renégociation des rôles et des identités; au risque de se retrouver isolés non plus seulement comme minorité numérique mais également comme minorité politique. Déjà, certains d'entre eux commencent à plaider pour une nouvelle planification urbaine qui prenne en compte les périphéries indiennes, et plusieurs initiatives de coopération inter-culturelle ont vu le jour. Progressivement, de nouveaux espaces de cohabitation apparaissent. Plusieurs syndicats de transports publics regroupent en leur sein conducteurs indiens et *ladinos*. De

même, certains pasteurs protestants promeuvent activement le "culte mixte". Chaque dimanche, par exemple, quelques 200 Tzotzils, Tzeltals et *coletos* se réunissent pour prier, danser et chanter dans le temple Alas del Águila, dans les périphéries sud de la ville. Pour sa part, le diocèse vient de revoir l'organisation paroissiale de San Cristóbal. La nouvelle délimitation recouvre désormais la totalité de la zone urbanisée et cinq des sept paroisses comprennent des *colonias* indiennes. Finalement des tenta-

tives de rapprochement se manifestent également sur le plan politique. En 1998, le conseil municipal a intégré un représentant tzotzil. Plus récemment, en vue des élections fédérales du 2 juillet 2000, le candidat à la députation du cinquième district pour le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) a tenté de constituer –sans beaucoup de succès– une alliance entre certains secteurs *coletos* d'opposition et quelques organisations indiennes de la ville.

Politisation et pluralisation des périphéries indiennes

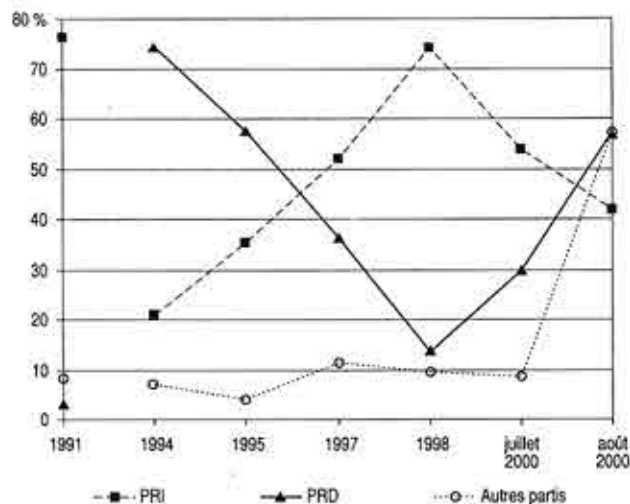
Grâce à leur poids numérique et à leur grande capacité de mobilisation, les secteurs indiens sont donc de plus en plus pris en compte par la société, les autorités et les partis politiques. Toutefois, l'existence de multiples conflits d'intérêt entre les factions locales induit une situation de division interne et de croissant pluralisme politique.

INTÉGRATION AU JEU POLITIQUE INSTITUTIONNEL ET NOUVELLES STRATÉGIES RÉGIONALES

Les partis politiques, le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) en tête, ont vite compris l'intérêt de s'assurer des bases parmi la population indienne, largement majoritaire dans la région de Hautes Terres et fort bien organisée, donc aisément mobilisable.

Au travers des programmes promus par les institutions publiques tels que l'Institut National Indigéniste, l'Institut de Culture Maya Zoque, le Secrétariat d'Attention aux Peuples Indiens, mais également à travers la cooptation de certains leaders (en leur offrant des charges publiques et des postes de députés à partir de 1994), le PRI tente assidûment de capter le vote indien depuis des décennies. Mais les anciens partis d'opposition ont eux aussi rapidement acquis une présence dans la plupart des municipes des Hautes Terres, mettant ainsi progressivement en lumière la crise des mécanismes corporatifs mis en place dès les années 1930 par le régime du général Lázaro Cárdenas.²² Dans le cas précis des périphéries de San Cristóbal, il faut néanmoins attendre le début des années 1990 pour que le PRD multiplie ses avances auprès des leaders indiens locaux. Il se convertira alors, pour quelques années, en une importante plate-forme politique pour de nombreux dirigeants.²³ Aujourd'hui, le Parti Action Nationale (PAN) commence à son tour à s'implanter dans les *colonias* indiennes de la ville, surtout depuis les dernières élections présidentielles du 2 juillet 2000: Vicente Fox reçut alors en moyenne près d'un tiers des suffrages (32.9%), contre 34.5% pour le PRI et 28.1% pour le PRD.

Ainsi, en quelques années, de nouveaux acteurs politiques –ayant des attentes croissantes et une marge d'action chaque jour un peu plus large– sont imposés sur la scène régionale. San Cristóbal, pour sa part, est devenu le centre névralgique de la politique indienne des Hautes Terres. Là, les aspirants aux mairies des municipes voisins établissent leurs alliances et stratégies pour déplacer les caciques traditionalistes encore en place.



Toutefois, tous ne disposent pas de bases dans les communautés rurales et, très récemment, une poignée de nouveaux leaders s'est lancée à la conquête de la présidence municipale de la ville. À l'approche des prochaines élections locales du 7 octobre 2001 (maires et députés), plusieurs groupes d'influence se constituent actuellement dans les *colonias* indiennes. Parallèlement à la politisation des périphéries, de nombreux conflits d'intérêts apparaissent donc entre les factions qui contrôlent la zone; différends attisés par le flux croissant de ressources économiques circulant dans ces secteurs. Plus particulièrement, les divisions internes précipitent la pluralisation du jeu politique. Ceci se manifeste clairement au travers des nouveaux comportements électoraux.

LA FIN DU VOTE "CORPORATIF" DANS LES PÉRIPHÉRIES INDIENNES DE SAN CRISTÓBAL

Le vote dans les périphéries indiennes de San Cristóbal a effectivement cessé d'être captif. À tel point que son évolution depuis une dizaine d'années converge de façon surprenante avec celle observée parmi les *coletos*. En effet, si nous analysons les pourcentages obtenus par le PRI entre 1991 et 2000 à San Cristóbal, en dissociant les sections électorales rurales, les sections urbaines mais majoritairement indiennes et les sections *ladinas*, il apparaît que la différence significative s'observe entre les comportements électoraux ruraux (qui se distinguent par un suffrage priiste plus important et plus constant) et citadins. En revanche, on remarque un type de transition très similaire dans les périphéries indiennes et dans le centre-ville métis.²⁴

Si nous approfondissons l'analyse des résultats, il existe effectivement une différence entre les sections *ladinas* et indiennes de la ville. Dans les premières, le PAN est le principal parti d'opposition, alors que dans les secondes, c'est très clairement le PRD –bien que perdant du terrain à partir de 1995– qui fait figure d'alternative au PRI. Pour prendre un exemple concret de la disparition du vote corporatif, nous reprendrons ici le cas de la *colonia* La Hormiga (Graphique 2).

Le PRI perd très tôt son hégémonie parmi ces expulsés Tzotzils originaires de San Juan Chamula, municipe voisin où le parti est particulièrement bien implanté (100% des voix en 1991 et 84% en

Graphique 2



Photo 3 - Nord du Fraccionamiento Primero de Enero.

suffrages exprimés dans la *colonia*. Mais là encore il n'y a pas de vote collectif. Si la coalition victorieuse reçoit effectivement le soutien de 28,2% des habitants, 20,7% restent sympathisants du PRI.

Que signifient ces tendances électorales? Une analyse sociologique précise des sections urbaines, indiennes et métisses, est désormais nécessaire pour mieux comprendre les ruptures et les continuités des adhésions politiques. Néanmoins, à partir de ces données, il est possible de formuler quelques observations initiales.

D'une part, la différence essentielle se produit entre les sections urbaines et rurales, et non entre les sections indiennes et *ladinas*. D'autre part, c'est dans les sections indiennes que, le 2 juillet dernier, les voix se sont distribués le plus équitablement entre les trois forces politiques en compétition.

Mais ces dynamiques d'intégration, bien réelles, n'annoncent pas nécessairement l'assimilation – ou la *ladinisation* – des populations indiennes de la ville. En effet, le rapport de forces démographique, économique et politique entre Indiens et *coletos* à San Cristóbal s'est profondément transformé et s'inscrit, de surcroît, dans un contexte inédit de revalorisation de l'indianité. La redéfinition des relations entre ces deux secteurs, telle qu'elle s'est amorcée depuis une vingtaine d'années, présage donc d'un nouvel équilibre ethnique.

La nouvelle donne ethnique

La persistance de frontières symboliques:
Vers une identité pan-indienne?

Comme ils se plaisent à le revendiquer, les Indiens comme les *coletos* sont Mexicains, Chiapanèques et *San Cristobalenses*.²⁵ Pourtant les différences persistent et sont réelles. La langue, les valeurs et les croyances sont autant d'éléments distinctifs qui éri-

2000). En effet, si le Parti Révolutionnaire Institutionnel recueille 76% des suffrages exprimés dans la *colonia* en 1991, il ne mobilise plus, en réalité, que 34% de la population inscrite sur les listes électorales. De fait, l'élection de 1994 est la dernière manifestation du corporatisme politique dans La Hormiga. À cette époque, les habitants soutiennent ouvertement les zapatistes: la participation monte à 70% et 74% des votes vont au PRD. Mais dès 1995 la répartition des suffrages se rééquilibre. Le PRD perd régulièrement du poids, alors que le parti au pouvoir se récupère (51% des votes en 1997) au rythme des concessions octroyées à la *colonia* et que le PAN s'affirme peu à peu (11,4% en 1997). À l'approche des élections municipales de 1998, la faction dominante négocie son appui à Mariano Díaz Ochoa, candidat du PRI, contre l'obtention de services publics. Effectivement, ce dernier obtiendra 74% des suffrages émis à La Hormiga, pourtant seuls 39% des habitants ont voté. L'unanimité politique a bel et bien disparu. Les dernières élections de 2000 confirment le processus de pluralisation. Si le PRI s'impose encore lors des présidentielles du 2 juillet (en mobilisant 22% des habitants, contre 12,2% pour le PRD et 12% pour le PAN), il est dépassé le mois suivant, lors du scrutin local pour élire gouverneur et les députés. Le 20 août, la coalition PAN-PRD-Parti du Travail (PT)-Parti Vert Écologiste Mexicain (PVEM) qui appuie la candidature de Pablo Salvador Mendiguchía (ancien sénateur priiste, protestant, qui a défendu la cause des expulsés Indiens) remporte les élections et recueille 57% des

gent des frontières entre les deux groupes. Des frontières qui se transforment souvent en barrières. C'est dans ce contexte ethnique que se formule la nouvelle indianité urbaine.

REDÉFINITION SPATIALE, SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DE L'ETHNICITÉ

La langue reste le critère de différenciation le plus manifeste, le plus facilement mobilisable, mais aussi le plus incontournable, puisque condition *sine qua non* de l'insertion économique et sociale. En 1990, 26% de la population du municipe parlait tzotzil et 6,4% tzeltal. Quant au taux de monolingue parmi les Indiens, en 1995 celui-ci s'élevait à 10,9% seulement dans le centre urbain, mais dépassait 50% dans des localités rurales comme Piedra Parada, Río Arcotete, La Selva Natividad et Napité. Enfin, si l'analphabétisme était étonnamment bas en ville (16,6%), il atteignait 45,1% dans le reste du municipe, une moyenne comparable à celle des Hautes Terres.²⁶

La frontière culturelle est, elle aussi, très marquée. Comme le notent Darío Betancourt et Jan Rus, les références discursives et identitaires au modèle communautaire restent très puissantes dans les *colonias* indiennes de la ville.²⁷ Bien qu'instrumentalisées, il est vrai, par les nouvelles élites, les décisions prises par "consensus" dans les assemblées de quartier sont incontestables; de même que le port de vêtements traditionnels reste un moyen d'auto-identification encore très usité, surtout chez les femmes adultes. Par ailleurs, les liens avec la communauté d'origine persistent malgré les ruptures induites par la migration et les expulsions. Aujourd'hui, 56% des habitants indiens des périphéries reconnaîtraient encore leurs racines indiennes.²⁸

La troisième grande frontière entre Indiens et *coletos* est d'ordre religieux. Dans les années 1970, celle-ci était presque aussi effective que la division ethnique. À l'époque, la population urbaine, fondamentalement catholique, surnommait péjorativement les Indiens expulsés "Aleluyas", pour railler les liturgies évangéliques.²⁹ Aujourd'hui, cette démarcation tend à s'atténuer. Beaucoup d'Indiens, surtout dans les périphéries sud de la ville, ne sont pas protestants. De même, les divisions entre catholiques "traditionalistes" et "libérationnistes" ont relégué au second plan les distinctions ethniques entre fidèles. Pour preuve, les "authentiques *coletos*" soutiennent le père Luis Mijangos Beltrán

(démis de ses fonctions par Samuel Ruiz en 1994), qui officiait également jusqu'en 1998 à Navenchuc, un village tzotzil traditionaliste de Zinacantán. Finalement, on observe une augmentation des conversions au protestantisme et aux autres Églises réformées parmi les secteurs métis, surtout dans les milieux populaires.

Dans la ville, où Indiens et *ladinos* cohabitent *de facto*, ces frontières se traduisent de multiples façons. D'une part, une démarcation spatiale s'est constituée entre le centre –encore majoritairement métis– et les nouvelles périphéries tzotziles et tzeltales. D'autre part, les espaces socio-économiques tendent également à être identifiés avec un des deux secteurs de la population. Parmi les adultes, la distinction s'opère avant tout en fonction du type d'activité exercée: en général, les *coletos* sont fonctionnaires, petit entrepreneurs, commerçants établis, restaurateurs ou hôteliers; pour leur part, nous l'avons vu, les Indiens s'établissent sur les marchés et dans les transports publics. De la même façon, les sphères sociales sont strictement séparées. Le Lion's Club, le Rotary Club et la Chambre Nationale de Commerce (Canaco) de San Cristóbal en sont l'exemple le plus criant: à quelques très rares exceptions près, aucun Indien n'en est membre. Chez les enfants, la séparation se fait essentiellement par l'école. Les écoles primaires sont très rarement mixtes. Et il faut attendre les dernières années de lycée pour voir quelques étudiants d'origine indienne s'insérer dans les mêmes établissements scolaires que leurs camarades *ladinos*. Dans de telles conditions, les barrières entre ces deux identités collectives s'adaptent, se redéfinissent et se perpétuent.

UNE NOUVELLE INDIANITÉ URBAINE

Réélaborée dans le cadre de la *colonia* (sans pour autant perdre nécessairement ses liens avec les municipes d'origines) et nourrie par la récente dynamique de revalorisation identitaire, la nouvelle identité indienne qui surgit dans les périphéries de San Cristóbal pourrait bien poser les bases d'un pan-indianisme régional.

Le quartier est encore le lieu de référence par excellence. Première base de recomposition sociale après la migration ou l'expulsion, la plupart des *colonias* urbaines se sont constituées grâce à l'appui financier et organisationnel d'institutions religieuses. Cet espace coïncide donc avec une forte appartenance religieuse renforcée par l'obligation de participation collective. S'il y a bien eu, surtout

dans les premiers temps, plusieurs explosions d'intolérance et quelques cas d'expulsion, les périphéries indiennes sont de moins en moins homogènes. Il n'est pas rare, de nos jours, que des familles tzotziles ou tzeltales déménagent d'un quartier à l'autre ou possèdent des maisons ou des terrains dans deux *colonias* distinctes.

Ces constants déplacements internes ont favorisé une certaine tolérance mais, surtout, ont accentué le brassage des populations originaires de municipes et de localités différents. La multiplication des mariages et des relations de compérage entre les habitants de la région transforment peu à peu la signification même de ce type d'alliances, autrefois restreintes au cadre étroit de la communauté et beaucoup plus lourdes d'implications sociales. Mais ce nouveau melting-pot ethnique se conjugue également aux incessants va-et-vient des Tzotzils et Tzeltals entre les périphéries de la ville et les zones rurales. De fait, les attaches avec les communautés d'origine sont solides. La plupart des Indiens de San Cristóbal rêvent de posséder un bout de terrain dans leurs villages, qu'ils pourraient cultiver chaque fin de semaine. Quelques-uns sont devenus propriétaires, d'autres ont hérité, d'autres encore épargnent dans la perspective d'acquérir une parcelle quelques part dans les Hautes Terres. En attendant, ces derniers maintiennent le contact avec la famille et la communauté via la participation aux fêtes traditionnelles.

Finalement, cet élargissement de l'appartenance indienne, qui prend un caractère de plus en plus régional, s'opère dans un nouveau contexte de revalorisation de l'indianité. Nous l'avons vu, la classe ascendante indienne n'a plus besoin de renoncer à son identité ethnique pour aspirer à s'intégrer, de plein droit, à la vie urbaine. Au contraire, la revendication de l'indianité peut devenir une arme politique.

Instrumentalisation politique de l'indianité et nouvelles stratégies ethniques

Le discours identitaire est de plus en plus utilisé: par les organisations de commerçants et d'artisans afin de faire valoir leurs droits face aux autorités locales, ou encore par les nouveaux groupes d'influence périphériques pour négocier une meilleur

représentation politique au sein du conseil municipal. Mais si l'argument indianiste fait à peine son apparition, le risque d'une polarisation ethnique est bel et bien présent.

Le 12 octobre 1992, à l'occasion de la célébration du Cinquième Centenaire de la Conquête des Amériques, plusieurs milliers de Tzotzils et de Tzeltals mobilisés par le Front des Organisations Sociales du Chiapas (FOSCH) défilent dans les rues de San Cristóbal. La manifestation culmine avec la destruction de la statue du colonisateur Diego de Mazariegos, fondateur de la ville. L'impact symbolique de ce geste est considérable, surtout parmi la population *coleta*. Mais ce front composite d'organisations paysannes et indiennes indépendantes ne survit pas à ses dissensions internes et se disloque rapidement. Deux ans plus tard, dans la conjoncture ouverte par le soulèvement néo-zapatiste, apparaît le mouvement des Régions Autonomes Pluriethniques (RAP) sous l'égide de Front Indépendant des Peuples Indiens (FIPI). Projeté sur la scène politique après la prise des installations de l'Institut National Indigéniste (INI) à San Cristóbal, ce groupement promeut l'unité indienne autour de l'idée d'autonomie.³⁰ Mais si les RAP résistent aux tentatives divisionnistes, leur représentativité reste insuffisante: elles ne parviennent pas à impulser une convergence ethnique dans les Hautes Terres, ni même dans les périphéries urbaines. À ce jour, il n'existe donc pas de front commun parmi les Indiens de San Cristóbal de Las Casas. Néanmoins, deux exemples plus récents révèlent le poids politique croissant des secteurs tzotzils et tzeltales de la ville, ainsi que l'usage qu'ils apprennent peu à peu à en faire.

En mars 2000, à l'approche des élections fédérales du 2 juillet, les représentants du PRI des 11 municipes indiens du cinquième district se sont réunis en "territoire neutre" –dans la *colonia* Morelos de San Cristóbal– pour déterminer entre eux qui serait leur candidat pour être député et qui serait son suppléant. Il convient de rappeler ici que, si depuis 1994 les députés priistes du district sont Indiens, le poste de suppléant restait réservé à un *ladino*. Les militants priistes de la ville, qui protestaient depuis plusieurs semaines contre cette récente "coutume" et exigeaient une candidature *ladina*, furent pris de court. Mais leur réaction fut immédiate et véhémente. Dénonçant le fait de devenir minoritaires sur leur propre territoire, les plus radicaux ont même exigé la révision de la division électorale, afin de former une nouvelle circonscrip-

tion majoritairement métisse avec la petite ville voisine de Teopisca. Le scandale fut tel que la direction étatique du PRI dut intervenir pour imposer un suppléant *ladino*.³¹

Plus récemment, la perspective des prochaines élections locales d'octobre 2001 a provoqué de nouveaux mouvements dans les périphéries. S'il n'existe pas d'articulation entre les 93 *colonias* majoritairement indiennes de la ville, on peut discerner plusieurs groupes d'influence. Parmi eux, le Conseil des Représentants [*mesa directiva*] de la zone nord de la ville paraît avoir le projet le plus structuré. Créé en 1998 pour défendre les intérêts de 25 *colonias* face à la municipalité, ce conseil semble avoir peu à peu acquis les moyens de s'imposer sur la scène politique municipale. Après de longues négociations internes, tout indique que Manuel Collazo (le dirigeant de la OPEACH, qui dispose d'amples bases mais qui est de plus en plus contesté pour ses méthodes autoritaires) se présentera comme candidat à la présidence de la ville. Néanmoins, la victoire d'un Tzotzil à San Cristóbal est encore peu probable. Certains membres ont ainsi entamé une série de discussions avec le PRD, le PAN et Convergence Démocratique pour obtenir le poste d'adjoint au maire, ainsi que plusieurs conseillers municipaux. S'il s'agit effectivement de profiter au mieux de la nouvelle corrélation de forces, l'objectif est également de se roder à la politique locale en vue des élections de 2004.³²

Mais si ces deux exemples illustrent une utilisation pragmatique des frontières ethniques, l'appel à l'indianité revêt parfois des formes plus symboliques. Il en va ainsi de certains leaders qui, écartés du pouvoir, reprennent l'étendard maya pour consolider leur position au sein du mouvement indien national. À cet égard, le cas de Domingo López Ángel est significatif. Fondateur de La Hormiga et dirigeant historique du CRIACH (l'organisation sociale indépendante la plus puissante de la ville à la fin des années 80), ce leader tzotzil a joué un rôle central dans l'organisation, la reconnaissance et la régularisation des périphéries indiennes de la ville. Après avoir passé une alliance éphémère avec l'EZLN en 1994, il se rapproche du PRD, parti pour lequel il devient député plurinominal en 1995 grâce à l'appui personnel de Porfirio Muñoz Ledo. Pourtant, ses relations avec la direction chiapanèque du PRD se dégradent rapidement et López Ángel est démis de ses fonctions quelques mois plus tard. Fort d'un capital médiatique dans la presse locale, il poursuit ses activités politiques et se pose en

détracteur virulent du gouverneur de l'État. Arrêté et incarcéré en avril 1998 avec le renfort de l'armée fédérale, il n'est libéré qu'en juin 2000, quelques jours avant les élections présidentielles et législatives. Cette longue période d'isolement le coupe de ses bases et précipite les divisions au sein du CRIACH. Aujourd'hui, face à la nécessité de reconstituer son assise politique, López Ángel tente de s'insérer dans le courant néo-zapatiste à travers la constitution du Groupement Politique National Alliance Zapatiste (APNAZ) et le rapprochement avec des activistes de la capitale du pays. Reléguant au second plan les revendications économiques locales – pour lesquelles il ne dispose plus de bases suffisantes – il projette désormais, avec l'aide de jeunes étudiants, la construction d'un centre culturel maya dans La Hormiga.³³

Les limites de l'intégration indienne à San Cristóbal de Las Casas

Forts d'un nouveau rapport de forces démographique, socio-économique et politique qui leur est plus favorable, les secteurs indiens de la ville sont finalement parvenus à occuper une place à part entière dans la société locale. Jusqu'ici, cette intégration *de facto* a bénéficié d'un contexte économique favorable. Néanmoins, les opportunités d'insertion sociale ne neutralisent pas nécessairement les tensions ethniques. Aujourd'hui encore, les vieilles rancœurs et les préjugés suscitent le rejet de l'autre, qu'il soit Indien ou *ladino*, alors que la sur-politisation du discours ethniciste introduit un risque supplémentaire de polarisation identitaire.

Dans un tel contexte, les avis sur l'avenir sont partagés. Les habitants les plus optimistes espèrent une flexibilisation progressive des relations inter-ethniques qui pourrait aboutir, un jour, à la reconnaissance d'un maire indien par les *coletos*. Pour leur part, les pessimistes augurent une exacerbation croissante des différences. L'expansion démographique des secteurs indiens, conjuguée à la radicalisation des revendications indianistes et aux crispations métisses se termineraient alors en un inévitable affrontement.

Ainsi, au moment même où l'idée de tolérance s'impose dans l'agenda politique national, on pourrait bien assister à l'apparition de nouvelles formes

de discrimination, non seulement de la part de la population métisse, mais également de certains secteurs indiens en quête de discours performatifs. *

Notes

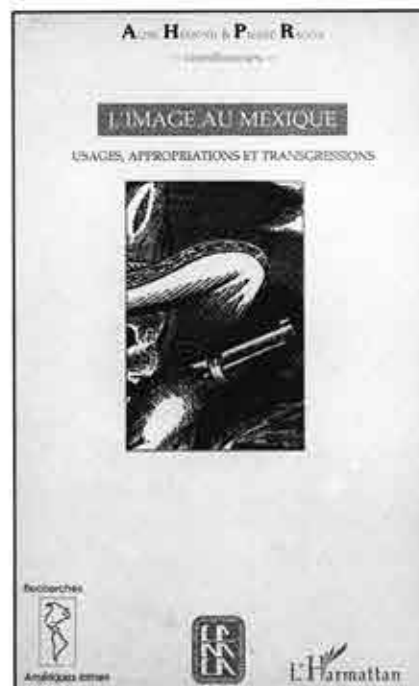
- 1 Juan Pedro Viqueira, ¿Identidades contrapuestas o identidades sobrepuestas? Las relaciones entre indígenas y ladinos en Chiapas, *Este País*: 11-17, 100, juillet 1999.
- 2 Il existe plusieurs définitions géographiques des Hautes Terres du Chiapas (*Los Altos*). Nous reprenons ici celle proposée par l'historien Juan Pedro Viqueira, qui correspond au massif montagneux situé au centre de l'État, bordé par la vallée du Grijalva au sud, ainsi que par les vallées de Simojovel et Huituipán et par la forêt tropicale au nord. Elle comprend les municipios de Amatenango del Valle, Chalchihuitán, Chamula, Chanal, Chenalhó, El Bosque, Huixtán, Larráinzar, Mitontic, Pantelhó, Oxchuc, San Juan Cancuc, Tenejapa, Zinacantan, San Cristóbal de Las Casas et Teopisca. J.P. Viqueira, Présentation, dans J.P. Viqueira et W. Sonnleitner (coords.), *Democracia en tierras indígenas. Las elecciones en Los Altos de Chiapas (1991-1998)*: 17, Ciesas, El Colegio de México e IFE, México, 2000. A l'exception des deux derniers, tous ces municipios très majoritairement indiens (selon le recensement de 2000, entre 99,8% et 78,2% de la population y parle tzotzil ou tzeltal). En 1998, les territoires de Chamula et Larráinzar ont été divisés pour créer deux petits municipios supplémentaires: Santiago El Pinar et Aldama.
- 3 Croissance démographique similaire à celle qui s'observe pour l'ensemble du Chiapas, où la population est multipliée par 2,4: de 1 569 053 habitants en 1970 à 3 920 515 en 2000. Voir les recensements de l'*Instituto Nacional de Estadística Geografía e Informática* (Inegi), *Censos Generales de Población y Vivienda IX, X, XI, XII, 1970-2000*. Sauf indication contraire, tous les chiffres cités ultérieurement proviennent de ces sources.
- 4 Nous emploierons ici le qualificatif mexicain *alteño* pour désigner les populations originaires des Hautes Terres du Chiapas (*Los Altos*).
- 5 Jan Rus, Local adaptation to global change. The reordering of native society in Highland Chiapas, Mexico, 1974-1994, *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 58, juin 1995: 71-89. Dans les municipios indiens des Hautes Terres du Chiapas, la densité moyenne d'habitants par km² est passée de 23 en 1950, à 35 en 1970 et à 78 en 2000.
- 6 Comme le note Henri Favre, l'expansion de l'État dans la région –principalement au travers de l'amélioration des infrastructures et de l'éducation– a aiguisé les antagonismes existants: l'inconformité des localités secondaires vis-à-vis des chefs-lieux municipaux, qui centralisaient les ressources, ainsi que la dissidence des jeunes générations face aux autorités traditionnelles et aux caciques mis en place par le régime post-révolutionnaire. Pourtant, cette "décorporativisation" progressive de la communauté et la diversification des modes de vie n'ont pas trouvé d'espace pour s'exprimer; la rapide saturation d'un marché relativement restreint et l'absence de dynamique industrielle régionale ne permettant pas à ces secteurs ruraux de s'intégrer au système économique moderne. Henri Favre, El cambio socio-cultural y el nuevo indigenismo en Chiapas, *Revista Mexicana de Sociología*: 161-196.
- 7 Nous adopterons ici le terme espagnol qu'utilisent les habitants des périphéries pour se référer aux nouvelles zones indiennes de la ville. Ceci afin de mieux les distinguer des quartiers *ladinos* et des nouveaux *condominios* bâtis hors du centre par les familles aisées de San Cristóbal, ou encore des *lotes* d'intérêts sociaux, mixtes, construits par des dépendances gouvernementales.
- 8 Patricia Figueroa Fuentes (coord.), *Rumbo a la calle. El trabajo infantil, una estrategia de sobrevivencia, Melel Xojobal*, Editora Fray Bartolomé de Las Casas, San Cristóbal de Las Casas, 2000.
- 9 Voir Dario Betancourt, Bases regionales en la formación de comunas indígenas urbanas en San Cristóbal de Las Casas, tesis de licenciatura, Universidad Autónoma de Chiapas, San Cristóbal de Las Casas, 1986.
- 10 Archives municipales de San Cristóbal de Las Casas, actes de sessions, 1981-1994.
- 11 Dolores Aramoni Calderón et Gaspar Morquecho Escamilla, *La otra mejilla... pero armada. El recurso de las armas en mano de los expulsados de San Juan Chamula*: 553-611, Anuario 1996, Ciesma, 1997. Rapport de la Commission Nationale des Droits de l'Homme, Informe sobre el problema de las expulsiones en las comunidades indígenas de Los Altos de Chiapas y los Derechos Humanos, CNDH, México, 1993.
- 12 Jan Rus, La comunidad revolucionaria institucional, La subversión del gobierno indígena, en Los Altos de Chiapas, 1936-1968, dans J.P. Viqueira et M.H. Ruz (eds.), *Chiapas, Los rumbos de otra historia*: 251-278, UNAM, Ciesas, CEMCA y Universidad de Guadalajara, México, 1995.
- 13 Araceli Burguete Cal y Mayor, Empoderamiento indígena. Tendencias autonómicas en la región Altos de Chiapas, dans A. Burguete Cal y Mayor (coord.), *México: experiencias de autonomía indígena*, IWGIA, Grupo Internacional de Trabajo sobre Asuntos Indígenas, México, 1999.
- 14 Entretiens avec Domingo López Ángel, fondateur de la *colonia* La Hormiga, promoteur et président du Conseil Régional Indien de Los Altos de Chiapas (CRIACH), 28 août et 1^{er} septembre 2000, 14 et 22 février 2001; Mariano López Gómez, technicien bilingue de l'Institut Fédéral Electoral (IFE), habitant de La Hormiga, 23 et 29 décembre 2000 et Manuel Colazo, président de l'Organisation des Peuples Evangéliques de Los Altos de Chiapas (OPEACH), 27 août 2000, San Cristóbal de Las Casas.
- 15 Henri Favre estime que, au début des années 1980, cette embryonnaire "bourgeoisie rurale indienne" représente un peu moins de 10% de la population rurale des Hautes Terres. *Op. cit.*: 179. En 1986, un journal de San Cristóbal publiait: "À Jovel [désignation indienne pour San Cristóbal de Las Casas], 20% des épargnants sont des Indiens prospères de par leurs activités agricoles ou liées au transport", *Avante* 20, août 1986.
- 16 Juan Pedro Viqueira, La comunidad india en México en los estudios antropológicos e históricos, *Anuario 1994*: 22-58, Ciesma et UNICACH, Tuxtla Gutiérrez, 1995.
- 17 *Rumbo a la calle. El trabajo infantil, una estrategia de sobrevivencia*, *op. cit.*
- 18 Il existe plusieurs versions sur l'origine du terme *coletito*. La plus répandue est qu'il renverrait au catogan que portaient les Espagnols qui fondèrent la ville. Une autre version lie ce vocable à la passion des habitants de San Cristóbal pour la tauromachie. A l'opposé, selon certains Tzotzils de la région, *coletito* viendrait du mot *coyote*. Edgar Zulca, *Nosotros los cole-*

- tos, *Anuario 1996*, Separata, Cesmeca, 1997.
- 19 Entretiens avec Francisco Flores Estrada, 15 mars 2000, San Cristóbal de Las Casas; ainsi qu'avec Petrona Vázquez Hernández, 26 août 1999, Zinacantán.
- 20 *Criado* vient du verbe espagnol *criar*, élever. Les *criados* sont de jeunes Indiens pris en charge par des familles ladinas en contrepartie de travaux domestiques.
- 21 Entretien avec Manuel Burguete Estrada, chroniqueur suppléant de San Cristóbal de Las Casas et auteur de plusieurs livres sur les traditions locales, 18 mars 2000.
- 22 Juan Pedro Viqueira et Willibald Sonnleitner (coords.), *Democracia en tierras indígenas. Las elecciones en Los Altos de Chiapas (1991-1998)*, op. cit.
- 23 Entretiens avec Domingo López Ángel, op. cit.
- 24 Analyse des bases de données électorales 1991-2000 pour le municipe de San Cristóbal de Las Casas menée en collaboration avec Willibald Sonnleitner. Les sections électorales sont le niveau le plus fin pour comptabiliser les votes. À San Cristóbal de Las Casas, une section comprend en moyenne 1 050 électeurs.
- 25 Sancristobalense: habitant de San Cristóbal de Las Casas.
- 26 Inegi, 1990.
- 27 Betancourt, op. cit.: 13-14; Jan Rus, *Migration and the Redefinition of Identity in Highland Chiapas, México: Finding Continuity in the Midst of Change*, Riverside, 1999, sous presse.
- 28 *Rumbo a la calle. El trabajo infantil, una estrategia de sobrevivencia*, op. cit.
- 29 Entretien avec Jorge Paniagua Herrera, Chroniqueur de la ville et président municipal de 1980 à 1982, 27 octobre 2000 et 16 février 2001, San Cristóbal de Las Casas.
- 30 Daniel Villafuerte Solís, Salvador Meza Díaz, Gabriel Ascencio Franco et al., *La tierra en Chiapas. Viejos problemas nuevos*, Plaza y Valdés Editores, Mexico, 1999. Marcelino Gómez Núñez, *Regiones autónomas pluriétnicas: Los muchos senderos de las autonomías de facto*, dans A. Burguete Cal y Mayor (coord.), *México: Experiencias de autonomía indígena*, op. cit.
- 31 Gaspar Morquecho, *La convención de Morelos, Memoria*, février 2000.
- 32 Entretiens avec Mariano López Gómez, membre de la Mesa Directiva, op. cit.
- 33 Entretiens avec Domingo López Ángel, op. cit.

L'image au Mexique, usages, appropriations et transgressions

Aline Hémond et Pierre Ragon
(coordinateurs)

- ▲ Quetzalcoatl dédoublé: religion mésoaméricaine et céramique mixtèque. *Alfredo López Austin*
- ▲ Images et discours: à propos de quelques représentations de Mixcoatl, divinité des anciens Mexicains. *Guilhem Olivier*
- ▲ Iconographie otomi et nomadisme du sujet. *Jacques Galinier*
- ▲ Le visage de l'idole. *Françoise Neff*
- ▲ Image morale et iconographie politique: les peintres nahuas de l'amate. *Aline Hémond*
- ▲ Tzontecomama: une image métisse. *Patrick Lesbre*
- ▲ *Civitas dei et novus orbis*. Les représentations de la Jérusalem



L'Harmattan

CEMCA

céleste dans la peinture coloniale du Mexique. *Antonio Rubial García*

- ▲ Du Christ des religieuses au Seigneur de la sacristie. Images et relations sociales à Valladolid de Michoacán, au XVII^e siècle. *Oscar Mazin*
- ▲ Le culte des images au Mexique (XVIII^e siècle). *Pierre Ragon*
- ▲ Usages et réinterprétations du blason mexicain. *I. Fernández Tejedo et C. Nava Nava*
- ▲ Les expositions de l'Académie de San Carlos au XIX^e siècle. L'iconographie de la peinture d'histoire et "l'invention" d'une identité nationale au Mexique. *Tomás Pérez Véjo*
- ▲ Limites et ambiguïtés d'un discours visuel: les salles d'ethnographie du Musée National d'Anthropologie. *Andrés Medina*
- ▲ José Guadalupe Posada: l'artiste et le mythe. *Montserrat Galí Boadella*